



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

HALTE À L'IMPLICATION DE L'ARMÉE DANS LA POLITIQUE EN GUINÉE - BISSAU

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (**RADDHO**) exprime sa vive préoccupation par rapport à la décision du comité militaire de renvoyer sine die la publication des résultats des élections législatives en Guinée - Bissau.

La **RADDHO** a envoyé une mission de six (06) observateurs aux élections du 28 et 30 Mars 2004. Elle a participé à l'observation des élections en partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) sous la supervision de l'UNOGBIS (le bureau d'appui des Nations Unies pour la paix en Guinée - Bissau), du PNUD (Programme des Nations Unies pour la Développement).

- La **RADDHO** a constaté avec l'ensemble des observateurs internationaux que les élections se sont bien déroulées sur l'ensemble du territoire national et de façon globale, elles ont été transparentes et démocratiques sauf dans quelques secteurs de Bissau où l'on a pu constater des dysfonctionnements dans l'organisation matérielle des élections (mise en place tardive ou absence du matériel électoral dans certains bureaux de vote).
- La **RADDHO** salue la détermination, le sens civique, la discipline dont les populations bissau guinéennes ont fait preuve lors du scrutin.
- La **RADDHO** exhorte le comité militaire à s'abstenir de toute implication dans le processus électoral en cours car seule la Cour Suprême est habilitée à délibérer et à prendre des décisions sur le contentieux électoral. Il est paradoxal que le comité militaire qui s'est assigné comme mission la restitution de l'ordre constitutionnel bloque le processus de transition qui logiquement doit y aboutir.
- La **RADDHO** exige que les résultats des élections soient immédiatement publiés, et recommande qu'une mission au sommet de la CEDEAO, et de l'Union Africaine se rende immédiatement en Guinée - Bissau pour demander aux militaires de regagner leurs casernes. Des leaders de partis politiques comme M. Fernando Gomez, de APU, M. Georges Fadul du PUSD, M. Amine Saad de UM, Mme Antoniella Rosa Gomez, du RGD et M. Faustino Emballi du MP ont déjà reconnu les résultats des élections législatives.

Aujourd'hui, Seul le PRS de Kumba Yalla et de Georges Malu conteste les résultats des élections.

La **RADDHO** les invite à saisir la Cour Suprême pour tout contentieux électoral et à s'abstenir de toute instrumentalisation du comité militaire.

La communauté internationale doit exercer une pression accrue sur le comité militaire pour qu'il cesse de s'impliquer dans le processus et que les résultats des élections soient immédiatement publiés.

La communauté internationale (UA, UE, États-unis, les pays lusophones et francophones etc...) doit absolument exiger la publication des résultats des élections législatives.

La RADDHO est convaincue que la question de la stabilité de la sécurité et de la paix en Guinée - Bissau passe inéluctablement par la résolution de la misère extrême qui sévit dans l'Armée. Tout doit être mis en œuvre pour que cesse cette situation qui constitue une atteinte intolérable à la dignité humaine.

Fait à Dakar, le 1er Avril 2004
Le Secrétaire Général